



Ce projet est cofinancé par l'Union européenne

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU DANEMARK



EVALUATION EN BREF

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL

DIALOGUE ENTRE JEUNES ET INSTITUTIONS AU SAHEL

PHASE II

CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION FINALE

FÉVRIER 2022

Au Niger



LE PROJET ET L'ÉVALUATION

OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

Intégrer les organisations de jeunesse dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement en leur faveur

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Renforcer la présence des organisations de jeunesse dans les processus de dialogue
- Faciliter la continuité du dialogue entre autorités nationales, G5 Sahel, UE et organisations de jeunesse

PAYS



MISE EN ŒUVRE

Septembre 2018 – août 2021

BUDGET

EUR 5 000 000

MISE EN ŒUVRE

Centre pour le dialogue humanitaire

ÉVALUATION

Yassine Hamza ; Adiza Lamien-Ouando ; Pierre Robert (chef d'équipe)

Contexte du projet au Niger

Pendant la période du projet (septembre 2018 à août 2021) le Niger a connu une stabilité politique d'ensemble, sous le président Mahamadou Issoufou, réélu pour un second mandat en 2016 et auquel a succédé Mohamed Bazoum lors d'élections présidentielles et législatives en décembre 2020 (avec le second tour de l'élection présidentielle tenu en février 2021). Mais la situation sécuritaire s'est dégradée pendant la période du projet, résultant à la fois de l'action de groupes de bandits armés et de groupes jihadistes exploitant les tensions locales. La région dite des « trois frontières » – Mali, Burkina Faso et Niger – est particulièrement vulnérable, comme l'est la partie est de la longue frontière avec le Nigéria.



Rencontre régionale, Niger ©HD

Résultats de l'évaluation

Au **Niger**, la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive Niger 2035 prévoit l'amélioration du niveau des compétences des jeunes diplômés et leur intégration professionnelle. Elle ne prévoit rien en matière d'inclusion sociale, ce qui explique la forte concentration des activités du projet sur l'entrepreneuriat des jeunes. Les indicateurs retenus sont le taux de placement des jeunes demandeurs d'emplois et le pourcentage de jeunes ruraux ayant achevé l'enseignement primaire et secondaire 1er cycle. **Le projet a contribué à actualiser le document de cadre stratégique de l'entrepreneuriat en le déclinant en une stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes avec la prise en compte de l'entrepreneuriat agricole. Il est important de souligner que l'intégration du volet agricole a été une recommandation des jeunes filles et garçons impliqués dans le processus d'élaboration de cette politique publique.**



Maman Sambo SIDIKOU

Secrétaire permanent, G5 Sahel ©HD

Par ailleurs le projet est en cohérence avec certains objectifs stratégiques du référentiel national, tels que : (iii) conduire une réforme vigoureuse du système éducatif et de santé pour permettre au pays de disposer du capital humain indispensable pour assurer son décollage économique ; (v) moderniser et dynamiser les systèmes agro pastoraux et l'économie rurale pour créer massivement des emplois décents et réduire la pauvreté ; (vi) faciliter le développement d'un secteur privé dynamique capable de créer massivement des emplois décents.

Le projet est aussi en ligne avec la Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger 2020-2029. La vision du Gouvernement est de « Développer l'entrepreneuriat pour créer massivement de l'emploi aux jeunes afin de faire du Niger un pays émergent bâti sur une économie résiliente et moderne », avec trois axes stratégiques :

- Renforcement du dispositif institutionnel et réglementaire en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Renforcement des compétences et capacités des jeunes en entrepreneuriat ;
- Amélioration de la disponibilité et de l'accessibilité des financements aux jeunes

Il n'y a pas eu de changements majeurs qui ont nécessité une adaptation du projet. Les changements majeurs étaient surtout liés à la réorganisation du Ministère de la jeunesse et aux changements de ministres, mais ceux-ci n'ont pas influencé

LA VOIX DES JEUNES DU SAHEL EN CHIFFRES

- 5 pays, 5 régions par pays (sauf limitations pour raisons sécuritaires)
- 1250 jeunes (18-35 ans) participant.e.s (250 dans chacun des cinq pays)
- Environ 1000 organisations formelles ou informelles de jeunes représentées
- Plus de 50 institutions étatiques participantes (ministères chargés de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi, Points Focaux nationaux, autorités locales, etc.)
- Cinq conseils nationaux de la jeunesse mis en place ou réactivés
- Plusieurs dizaines de rencontres nationales, locales et régionales
- Dialogue avec des jeunes de la diaspora sahéenne en Europe
- Forum de discussion en ligne

négalement le projet et sa logique d'intervention. En ce qui concerne la pandémie, du constat de l'équipe de la mission la pandémie ne semble pas une très grande préoccupation au sein du projet, comme en témoignait le non-respect des mesures barrières par la totalité des jeunes rencontrés.

Outre l'alignement sur les défis identifiés lors de l'élaboration de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive Niger 2035 (défis éco-nomiques), le projet a permis aux acteurs institutionnels d'identifier d'autres défis notamment l'inclusion des jeunes dans la prise de décision. Tous les points focaux rencontrés ont souligné que le projet leur a permis de mieux comprendre les besoins et attentes de la jeunesse nigérienne. Les défis économiques de la jeunesse étaient déjà identifiés dans des diagnostics lors de l'élaboration de la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. **La participation active des jeunes au processus d'élaboration a été saluée par le Ministre en**



Stand «La voix des jeunes du Sahel» lors de la réunion du Comité de pilotage 2021 G5 Sahel ©HD

charge des questions de la jeunesse. Les recommandations des jeunes ont permis la prise en compte du volet agricole dans la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Le projet n'a pas prévu de stratégie claire pour tenir compte des situations spécifiques des jeunes filles et garçons. Il s'est limité à y répondre dans la mesure du possible avec des actions très ponctuelles en fonction du contexte et des moyens. La sélection des jeunes participants s'est focalisée sur ceux et celles qui avaient un certain niveau de scolarisation. Les leaders religieux ont été mis à contribution pour réduire les difficultés de participations des filles en raison des barrières socio-culturelles et religieuses.

Le projet a réussi à développer un climat de confiance avec la Direction générale de la jeunesse. En dépit du flou initial sur les attentes et rôles des acteurs institutionnels (points focaux), le projet a réussi durant sa mise en œuvre à assurer une forte appropriation des résultats attendus du projet par les administrations nigériennes, ce qui s'est traduit par une adoption de la stratégie d'entrepreneuriat des jeunes élaborée et la publication du texte d'adoption. Il est important de souligner que le Niger est le seul pays du projet où le Conseiller Pays est resté en place du début à la fin du projet. Comme dans les autres pays, l'approche aurait pu être cohérente avec les besoins du pays si la couverture territoriale était plus grande.



Sidiyane AMADA

Point focal Niger - Responsable de la cellule Jeunesse et Sports, Conseiller spécial du Président de la République ©HD

La méthodologie de sélection des jeunes bénéficiaires au niveau de Niamey a mis trop le focus sur les jeunes instruits contrairement à la sélection au niveau des régions ciblées qui était ouverte à toutes les franges de la jeunesse. La méthodologie d'identification et de sélection des jeunes n'était pas suffisamment inclusive. C'est le Conseiller Pays qui s'est chargé, essentiellement, de la sélection après avoir collecté les bases de données disponibles auprès du CNJ et du Ministère de la Jeunesse.

Pour ce qui est des jeunes femmes, le projet a mis l'accent sur celles ayant déjà bénéficié de l'appui d'autres projets et programmes. « Ils ont ciblé des filles déjà activistes » selon une personne interviewée. Le remplacement des jeunes filles et garçons pour des raisons de limite d'âge, de mariage ou de désintérêt obéissait au critère de genre et d'âge et ne s'est pas étendu au critère de la catégorie socioprofessionnelle pour maintenir la dynamique. Les interviews menées laissaient entendre que la sélection opérée ne reflétait pas suffisamment la réalité du pays. Le CP a impliqué des représentants d'organisation informelle de la jeunesse dans l'espoir de garantir une meilleure représentativité mais cet

élargissement n'a pas obéi à des critères préétablis ou validés par le projet en amont. Cependant les organisations de jeunes retenues sont reconnues comme faisant la promotion des jeunes et contribuant à la résolution des problèmes de la jeunesse dans leurs zones d'implantation.



Rencontre régionale, Niger ©HD

L'implication dès le début du projet du partenaire institutionnel (Ministère en charge des questions de la jeunesse) a créé de bonnes conditions pour une participation effective des jeunes dans le processus de prise de décision. Les rencontres régionales et nationales ont contribué à la décision de décliner le document cadre de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en prenant en compte le volet agricole. Mais, en dépit de la large implication des jeunes dans l'élaboration et validation de la stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, rien ne permet de confirmer l'utilisation optimale des moyens fournis par le projet. Les formations étaient dispensées à des groupes de taille supérieure à la taille optimale (jusqu'à 80 participants par session), les aînés ont aussi pris part aux formations, et les groupes d'échanges WhatsApp étaient quasiment inexploités.

Le projet a contribué à susciter l'engagement de certains jeunes en politique. Certains ont été élus conseillers municipaux, et un est même devenu Maire d'une Commune rurale. Une autre contribution a été la formalisation de beaucoup d'associations de jeunes grâce au projet et notamment suite aux formations reçues. Un des participants a confié lors des entretiens que grâce au projet son entreprise a prospéré et a maintenant une couverture sous-régionale : il est en partenariat d'affaires avec des « anciens » participants au Burkina Faso et au Tchad. Une des jeunes filles a également témoigné que ses deux sœurs se sont lancées dans l'entrepreneuriat grâce aux restitutions des sessions de formation.

Le projet a aussi permis un rapprochement avec des chefs religieux de Niamey. Ces acteurs ont brisé le mur qui les séparait et ont commencé à travailler ensemble pour améliorer la vie de leur cité et notamment faire face à la radicalisation et la dérive des jeunes. Le projet a permis de créer un rapprochement mutuellement bénéfique entre les jeunes et les autorités politiques, administratives et religieuses. Le projet a structuré la relation de dialogue entre les jeunes et les autorités et a donné lieu à la prise d'un arrêté ministériel pour une implication des jeunes dans le processus d'élaboration de la Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Il a aussi renforcé la connaissance du secteur privé par les jeunes et celle des moyens d'accès aux informations et aux structures d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes. De nouveaux regards sont nés mutuellement entre jeunes et leaders religieux, et entre jeunes et l'administration.

Des entretiens avec le Ministère de la jeunesse, il ressort que le projet a créé les conditions d'une coordination des actions des ministères sectoriels touchant les jeunes, filles et garçons : « c'est une sorte de réseau informel qui est né ». Toutefois le projet était ouvert à la possibilité que les cadres intergénérationnels restent informels, à l'image des mécanismes endogènes de règlement des conflits qui existent dans la région. Les aîné.e.s rencontrés ont pour certains expliqué les difficultés rencontrées par cette situation, limitant dans une certaine mesure les résultats du projet dans ce domaine. Les cinq cadres ont été mis en place comme planifié, mais certains cadres ont voulu se constituer en association d'où le processus de formalisation inabouti car le projet n'avait pas prévu de les appuyer dans ce sens. Par ailleurs, le projet n'a pas poursuivi l'appui aux Cadres de dialogue lors de sa seconde phase afin de se concentrer, au regard des moyens humains et financiers, sur l'objectif premier du projet, à savoir l'inclusion dans les processus de décision. Aussi la riche expérience des aîné(e)s n'a pas pu être transmise aux jeunes du Niger contrairement aux autres pays comme le Mali et le Burkina Faso. Mais on a constaté la contribution appréciée des jeunes à la résolution de conflits locaux avec de nombreux exemples à l'appui (conflits éleveurs-agriculteurs, violences post-électorales, conflits familiaux).

Le projet a aussi permis un rapprochement entre la jeunesse locale et celle de la diaspora. Cette connexion, selon des jeunes interviewés, pourrait permettre à l'avenir, si elle est maintenue, la mise en place de projets économiques permettant de développer et promouvoir les produits du terroir.

La gestion du projet a été globalement satisfaisante. Toutefois les différentes rencontres donnent l'impression à la mission d'évaluation que le dispositif d'appui du siège de HD n'a pas généré l'appui attendu pour que la jeune équipe locale puisse atteindre le niveau d'efficacité attendu. Le manque de personnel et l'absence de dispositif de suivi-évaluation ont été notés. Selon les parties prenantes, les rapports d'activité n'étaient pas toujours partagés et lorsqu'ils étaient envoyés ce n'était pas toujours dans les délais requis. La méconnaissance des procédures de l'administration publique par le projet à occasionné quelques manquements dans les relations avec le partenaire institutionnel (correspondances tardives pour les activités). Comme dans les autres pays, le suivi des activités ne peut pas être assuré par les budgets nationaux et vu le contexte difficile du pays. **La viabilité du travail réalisé pourrait être renforcée si le projet aboutit à l'institutionnalisation de la fonction « Point focal jeunesse » au sein des ministères, et surtout si les cahiers des charges concernant cette fonction étaient plus spécifiques et engageants en termes de résultats à atteindre.** Les différents points focaux qui ont accompagné l'implémentation du projet et qui ont acquis une bonne connaissance sur le modus operandi de la jeunesse nigérienne devraient continuer à assurer cette fonction post-projet et être les agents facilitateurs de la relation entre les jeunes et les administrations de tutelle.

Le projet semble avoir contribué à une plus grande implication des jeunes dans la gestion des affaires locales : institution d'un quota de 25 à 30% dans les conseils municipaux. Il en est résulté que deux jeunes bénéficiaires du projet sont vice-maires et l'un deux est maire d'une commune rurale.



Abdou IBRAH

Aîné Niger - Ancien directeur régional de la Jeunesse et des Sports ©HD

I Recommandations

Le projet a incontestablement contribué au développement d'une politique concernant la jeunesse en général – sur les questions d'éducation, de formation, ainsi que sur la consultation des jeunes dans les processus de décision politiques.

Le Projet a :

- Facilité l'instauration d'un climat de confiance entre les différents acteurs (institutions, aînés) cette confiance n'existait pas auparavant ;
- Créé des cadres de dialogues et de concertation à tous les niveaux, mais surtout au niveau national ;
- Développé une méthodologie de travail valorisant les parties prenantes à travers :
 - » La mise en place de Points Focaux dans les ministères sectoriels traitant des questions de la jeunesse et intéressant la jeunesse ;
 - » La représentativité des jeunes aussi bien en prenant en compte l'équilibre genre et entre les régions ;
 - » La fréquence et la régularité des rencontres ont permis de consolider les relations de confiance mutuelle.

Les recommandations suivantes découlent des conclusions de l'évaluation :

- Intégrer le principe directeur du projet – soutien à la participation des jeunes aux processus de décision politique – au sein d'autres interventions soutenues par l'UE.
- Considérer des éléments de suivi au niveau sous-régional.
- Donner la priorité au soutien à la relation entre jeunes et autorités locales.
- Explorer la possibilité de soutenir des petits projets pilotes d'entrepreneuriat social impliquant des jeunes.
- Continuer à encourager les Etats à développer et mettre en œuvre des politiques nationales concernant la jeunesse.